

Le nouveau **Afrique**

59

AOÛT / SEPTEMBRE 2013

Un regard positif sur l'Afrique

Magazine d'information et d'analyse politique, économique, sociale, sportive et culturelle



DOSSIER

MINES ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE



00590

5 414306 141414

#59 / AOÛT / SEPTEMBRE 2013 / MENSUEL
2000 CFA / 2000 FC / 5 USD / 3,00 €
WWW.LENOUVELAFRIQUE.NET

ECONOMIE

PRINTEMPS ARABE
UN BESOIN DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

SOCIÉTÉ

MONTAGNE MYSTÉRIEUSE DE FADA AU BURKINA FASO

CULTURE

DANSE ORIENTALE FARAH BAKKALI

POLITIQUE

MAROC
NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE MONARCHIE PARLEMENTAIRE



Simplement mieux

Découvrez de nouveaux standards de confort

brusselsairlines.com/experience

 **brussels airlines**

A STAR ALLIANCE MEMBER





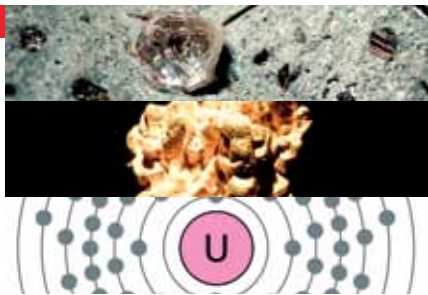
Par Daouda Emile Ouedraogo

VERS DES MINES DE DÉVELOPPEMENT

L'Afrique est un chantier «minéral» ouvert. Le développement des mines en Afrique a pris une ampleur jamais égalée ces dernières années, et positionne le continent comme un maillon incontournable sur le marché des minerais. Il est engagé aujourd'hui dans l'exploitation de nombreuses grandes mines qui procurent des revenus substantiels, non seulement, aux ménages, mais aussi et surtout aux budgets des pays producteurs de minerais. Le grand combat de cette Afrique qui bouge, qui vend et achète à l'intérieur des pays comme sur le marché international, est de lutter pour intégrer dans les économies, les retombées des mines. Il est vrai que les mines créent des richesses. Il est aussi vrai que la création des richesses, pour qu'elle profite aux populations, a besoin d'être suivie et menée de bout en bout par des politiques de développement qui prennent en compte les aspirations des populations. En Afrique, l'Afrique du Sud, le Ghana et le Burkina Faso sont le trio de tête en matière de production à grande échelle de minerais. Dans ces pays, des actions diverses et variées sont menées en vue de faire profiter les populations des retombées des exploitations minières. Dans ces pays de tradition minière, on constate des sous-sols riches en or, en diamant, en zinc, en calcaire, en bauxite, en perkoa. Ces minerais extraits des sous-sols permettent de trouver en différents lieux des techniques d'exploitation qui militent pour l'avènement d'un monde plus développé sur le continent. La vision des mines pour le développement de l'Afrique se conjugue avec des multinationales qui exploitent des grandes mines. A l'actif de ces mines, ce sont des milliards de dollars qui sont injectés chaque année dans les économies des pays africains. Ce boom minier ne va pas sans des grincements de dents souvent de la part des populations qui s'estiment souvent lésées dans le partage du «gâteau». Ces grincements de dents se sont manifestés par des sit-in et des grèves en Afrique du Sud, premier producteur d'or sur le continent. Dans cet État, des travailleurs ont revendiqué de meilleures conditions de vie et de travail à leurs employeurs en vue de faire face aux coûts élevés de la vie. Le problème des mines en Afrique est souvent ce fossé entre les richesses engrangées par les exploitants miniers et la

satisfaction des populations. D'un côté, l'État central collecte les taxes sur le revenu et de l'autre, les populations riveraines des mines dénoncent le délaissement et la dégradation de leurs sols suite aux impacts causés par l'exploitation des mines. Lorsque les ressources minières sont bien gérées, l'Afrique tire des avantages considérables de la richesse de ses sous-sols. Les chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) ont pris des mesures délibérées pour remédier à cette faiblesse, à travers l'adoption de la Vision Africaine des Mines (AVM) et la création du Centre Africain de Développement Minier (CADM) pour fournir un appui stratégique opérationnel pour la vision et son plan d'action. La mission du Centre est de travailler avec les États membres et leurs organisations nationales et régionales pour promouvoir le rôle transformatif des ressources minérales dans le développement du continent par la promotion de leurs valeurs économiques et sociales. L'un des principaux objectifs du Centre est d'assurer que les intérêts de l'Afrique et ses préoccupations dans ce secteur lucratif sont correctement définis et internalisés sur l'ensemble du continent, au profit et pour la prospérité de tous. Le CADM préconise l'utilisation accrue de l'information géologique et géo-spatiale pour la gestion à long terme des résultats de développement dans les pays miniers africains, également pour permettre un secteur minier africain bien géré, socialement et écologiquement responsable. Le Centre vise également à contribuer à la promotion d'un secteur minier hautement qualifié, fondé sur la connaissance, qui offre plus d'avantages économiques et sociaux en raison des niveaux de productivité élevés. Les mines africaines ont besoin d'un suivi particulier afin de créer des richesses qui profitent à l'ensemble des générations présentes et futures. En tant que continent de tradition minière, l'Afrique doit être la locomotive du développement des mines sur le marché international. Car, il n'existe pas d'exploitation qui puisse durer dans le temps et l'espace si elle ne met pas au centre de ses préoccupations l'homme.

SOMMAIRE



DOSSIER MINES ET DÉVELOPPEMENT

6 **DIAMANT D'AFRIQUE**
UN SECTEUR POURVOYEUR D'EMPLOIS

8 **L'OR EN AFRIQUE**
UNE RICHESSE INESTIMABLE

10 **L'URANIUM EN AFRIQUE**
UN PRÉCIEUX «CARBURANT»

POLITIQUE

14 **MAROC**
DE LA NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE MONARCHIE PARLEMENTAIRE

16 **PREMIÈRE FEMME AFRICAINE ÉLUE ÉCHEVINE À ETTERBEEK**
COLETTE NJOMGANG-FONKEU

ECONOMIE

18 **CROISSANCE DE L'AFRIQUE**
L'UNITÉ D'ACTION POUR UN DÉVELOPPEMENT HARMONIEUX

20 **AFRIQUE**
DE LA NÉCESSITÉ DE DÉFRAGMENTATION COMMERCIALE

22 **POUR UNE AFRIQUE ÉMERGENTE**
PASSER DES DÉCLARATIONS À L'ACTION

24 **PRINTEMPS ARABE**
UN BESOIN DE RÉFORMES ÉCONOMIQUES

26 **RECONNAÎTRE LEURS DROITS FONCIERS AUX PAUVRES**
L'EXEMPLE INDIEN

28 **VIATIQUE DE LA BANQUE MONDIALE**
PROMOUVOIR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE EN AFRIQUE

Le nouvel **Afrique**
Un regard positif sur l'Afrique

Mensuel d'informations
Un regard positif sur l'Afrique

MISSION STATEMENT

La direction du magazine Le nouvel Afrique porte l'Afrique dans son cœur et est désireuse de rassembler dans ce mensuel d'informations des nouvelles positives sur l'Afrique. Le nouvel Afrique se veut une porte d'entrée vers l'Afrique en offrant une information responsable et objective sur ce continent. Les sujets (politiques, sociaux, économiques, sportifs et culturels) abordent des thèmes sensibles, tout en conservant néanmoins, une perspective positive. Le sous-titre du nouvel Afrique est 'Un regard positif sur l'Afrique'.

Directeur de publication : Cyrille Momote Kabange

Rédacteur en chef : Daouda Emile Ouedraogo

Editorialiste : Cyrille Momote Kabange

Comité rédactionnel : Daouda Emile Ouedraogo, Alexandre Korbéogo, Anthony Vercriisse, Cyrille Momote Kabange, Mouhamadou Moustapha Thiam, Alain Traoré, Jamil Thiam, Hilaire Hubert, Jamal Garando, Yves Makodia Mantséka, Noël Kodja, Hicham El Moussaoui, Emmanuel Martin, Jean-Michel LAVOIZARD, Dalibor Rohac, Alex Chafuen, Japheth Omojuwa, Ouamtinga Michel, Karim BADOLO, Dk Ange

Photographie : Maxime Devaux, Ronald Devaux, Afrikavision, StrangerThanKindness, Gump Stump, Michal Osmenda, Gigi Ibrahim, Feed My Starving Children, Edhral, Hugues, Ona Studio

Couverture : Mine de diamants 'Big Hole Kimberley', Afrique du Sud © Gary Bembridge

Layout : bruocsella.be / bruocs@gmail.com



SOCIÉTÉ

- 30 L'AFRIQUE ET LES MÉDIAS OCCIDENTAUX
LE BESOIN D'UN NOUVEAU REGARD
- 32 MONTAGNE MYSTÉRIEUSE DE FADA AU BURKINA FASO
UNE SOURCE DE BONHEUR POUR LES CROYANTS
- 34 FEMMES, GÉRANTES DE PARKINGS À OUAGADOUGOU
« IL N'Y A PAS DE MÉTIERS UNIQUEMENT RÉSERVÉS AUX HOMMES... »
- 38 ECHOS DU CONTINENT

SPORT

- 40 ICÔNE DE L'ARBITRAGE EN BELGIQUE
JÉRÔME N'ZOLO

CULTURE

- 44 DANSE ORIENTALE
FARAH BAKKALI
- 46 DANIEL TOHOU
UN STYLISTE DANS L'ÂME
- 48 PAPS TOURÉ
«UN PHOTOGRAPHE DE RUE»

ADMINISTRATION & PUBLICITÉ

Direction Générale : Le LNA est une publication de l'asbl Friendly Foot
www.friendlyfoot.be

Directeur adjoint : Christel Kompany

Président : Augustin Izeidi

Direction Commerciale : A.S.C. sprl

COMMUNICATION, PUBLICITÉ & VENTE

Directeur général : Mahamat Haroun



SIÈGE SOCIAL

Avenue des Coquelicots 7

1420 Braine l'Alleud

Belgique

E-mail: info@lenouvelafrique.net

Site web: www.lenouvelafrique.net

DIAMANT D'AFRIQUE

UN SECTEUR POURVOYEUR D'EMPLOIS

Par Innocent Traoré

Des mines d'extraction aux multinationales qui exploitent le diamant, l'Afrique regorge de potentialités énormes. Plus de 62% des diamants produits dans le monde proviennent du continent. Une richesse considérable qui contribue à son développement.

L'Afrique est une terre d'extraction considérable des diamants. Six des plus gros producteurs mondiaux de diamants sont africains, et parmi eux, le Botswana, l'Afrique du Sud, la RD Congo, l'Angola, la Côte d'Ivoire dans une moindre mesure, etc. Selon James Suzman, le directeur de la responsabilité sociale du groupe De Beers, le principal producteur et négociant mondial de diamants dans le monde, le Botswana, produit 25% de la valeur des gemmes de diamant dans le monde. Et historiquement ce pays s'est développé et a bien profité de sa richesse en diamant. La Namibie et l'Afrique du Sud ont des productions presque similaires. Ils ne sont pas les seuls : la RDC produit 8 à 9% de la production mondiale, l'Angola, autour de 10%. La production africaine de diamants est donc relativement importante dans le monde, et a, en général, participé au développement des pays concernés. L'ancien Président sud-africain, Thabo Mbeki, l'a reconnu : «Nous savons que les diamants représentent une précieuse source de création d'emplois, de rentrées de devises, de revenus fiscaux et de nouveaux investissements. Ils jouent un rôle positif en améliorant le bien-être économique global des pays et des communautés locales». L'industrie internationale du diamant emploie directement et indirectement environ

10 millions de personnes à travers le monde, notamment en Afrique. La grande majorité des diamants proviennent de pays qui utilisent les revenus qu'ils génèrent pour stimuler leur développement, en fonction des besoins des populations. Avec une bonne gouvernance et des lois appropriées, les diamants constituent une source de revenus indispensable pour construire les infrastructures et les services sociaux de base tels que les hôpitaux et les écoles. En 2007, le Président Mogae du Botswana faisait cette comparaison entre le diamant et le panier de la ménagère : «Pour notre peuple, chaque diamant acheté, c'est de la nourriture dans nos assiettes, de meilleures conditions de vie, de meilleurs services de santé, de l'eau potable et saine, davantage de routes pour relier nos communautés éloignées, et bien plus encore».

8,4 milliards de dollars US par an

Le commerce de diamants rapporte environ 8,4 milliards de dollars par an à l'Afrique. Quelques chiffres clés concernant l'impact des revenus générés par les diamants sur l'économie de certains pays africains montrent qu'au Botswana, les diamants représentent 76% des

recettes d'exportation du pays, 45% des revenus de l'État et 33% du produit intérieur brut (PIB). Depuis la découverte des diamants en 1966, la croissance annuelle du PIB atteint en moyenne 7%. Debswana, une compagnie productrice de diamants basée au Botswana, est l'entreprise responsable de la plus grande contribution au développement socio-économique du pays. Le Botswana revendique l'une des économies à la plus forte croissance du monde et ce, en grande partie grâce aux diamants. Sans le marché légitime du diamant, le Botswana perdrait environ 3 milliards de dollars de revenus par an. Cette perte toucherait toute son économie, des dépenses consacrées aux programmes sociaux aux investissements du gouvernement dans l'infrastructure du pays. En Namibie, les diamants représentent près de 10% du PIB, 40% des recettes d'exportation du pays et 7% des revenus annuels de l'État. Namdeb, une compagnie namibienne productrice de diamants, est l'entreprise responsable de la plus grande contribution au développement socio-économique du pays. En 2006, la Namibie a produit approximativement 700 millions de dollars de diamants. Durant la même année, l'Afrique du Sud produira plus de 1,5 milliard de dollars de diamants. Les projets de développement social



Diamants bruts, Mine Finsch, Afrique du Sud © StrangerThanKindness

d'entreprise reçoivent des millions de dollars d'investissements de la part des compagnies d'extraction de diamants sud-africaines. Le Namaqualand Diamond Fund Trust, qui investit dans des projets de développement communautaire, d'émancipation économique et de développement durable, a reçu environ 4,8 millions de dollars entre mars 2005 et mars 2006 de la part du Groupe Trans Hex, compagnie d'exploration et d'extraction de diamants. Depuis sa fondation en 1994, ce fonds a déjà reçu au total 37,8 millions de dollars du Groupe Trans Hex.

Des milliers d'emplois créés

La production de diamant permet d'accroître le bien-être des populations. Les diamants de la guerre avaient suscité de multiples interrogations et suspensions en Afrique. Ce qu'il faut reconnaître, c'est que ces diamants ont permis à certains pays de reconstruire leur économie et leurs infrastructures à la fin de la guerre. Par exemple, la Sierra Leone, autrefois déchirée par la guerre, a exporté environ 142 millions de dollars de diamants en 2005. Ces revenus ont permis de financer la reconstruction des infrastructures, des services de santé et du système

d'éducation. L'industrie du diamant fait vivre des millions de personnes à travers le monde. En Afrique australe, elle emploie directement plus de 38.000 personnes. Au Botswana, l'industrie du diamant est le deuxième employeur du pays. Et en Afrique du Sud, 28.000 personnes travaillent dans l'extraction, le tri, l'évaluation, la taille, le polissage de diamants, la fabrication et la vente au détail de bijoux. Ces opportunités d'emploi permettent à des milliers d'Africains de gagner un salaire, d'accéder aux services de santé, d'améliorer leurs conditions de vie, de scolariser leurs enfants, et bien plus encore. Ces emplois en créent indirectement d'autres en développant les communautés près des sites d'extraction de diamants et en offrant plus d'opportunités professionnelles à leurs habitants. Aujourd'hui, l'Afrique et le diamant, c'est une histoire commune, un destin commun pour le bonheur des Africains.

DES ATOUTS À FAIRE VALOIR

Le continent, riche en matières premières minières, a de solides atouts à faire valoir. En 2015, il devrait en effet assurer 78% de la production mondiale de platine, 60% de celle de cobalt et 57% de celle de manganèse et de diamants. L'Afrique du Sud, pays à tradition minière plus que centenaire, abrite un savoir-faire précieux et un important réseau de petites sociétés spécialisées.

La libéralisation du secteur minier africain – jusque-là dominé par des entreprises publiques à bout de souffle – a été menée tambour battant par la Banque mondiale dans les années 1980 et 1990. Elle a ouvert le continent à l'exploration tout en permettant d'attirer une multitude de nouveaux acteurs – les juniors – venus du Canada, d'Australie, d'Irlande mais aussi d'Afrique, de Chine et d'Inde. En 2009, quatre sociétés de pays émergents figurent parmi les dix premiers acteurs mondiaux du secteur. Onze se classent parmi les trente premiers – trois d'entre elles étant sud-africaines. Hormis en 2008 et 2009 (années de crise), les dépenses d'exploration des sociétés minières en Afrique sont supérieures à 15% ; elles se situent désormais dans la moyenne mondiale.



Pépite d'or 'Latrobe', Musée d'Histoire National, Londres © Gump Stump

L'OR EN AFRIQUE

UNE RICHESSE INESTIMABLE

Par Alexandre Korbéogo

Le métal jaune constitue une des plus grandes richesses du sous-sol africain. Depuis quelques années, l'on observe un relent d'activité dans ce domaine, faisant de ce minerai dans certains pays, le premier produit d'exportation devant l'agriculture. Chaque année, des milliers de tonnes d'or sont extraites sur le continent.

L'Afrique regorge d'or. Plusieurs pays africains extraient le métal jaune de leur sous-sol depuis la nuit des temps. Il s'agit principalement de l'Afrique du Sud (une moyenne de 300 tonnes ces dernières années), du Ghana (plus de 75 tonnes), du Mali (50 tonnes en moyenne), de la Tanzanie (idem), de la Guinée et du Zimbabwe (de 10 à 20 tonnes selon les années), de la République démocratique du Congo... au total, plus

de 34 pays africains produisent de l'or, réalisant une production totale de plus de 600 tonnes d'or par an - soit environ le quart de la production annuelle mondiale. A ces pays précités, il faut ajouter le Burkina Faso qui depuis quelques années, a vu des compagnies minières s'installer dans le pays. Depuis 2 ans, le métal jaune est devenu le premier produit d'exportation de ce pays dépassant l'agriculture qui emploie 90% de

la population. Le continent noir détient la moitié des réserves d'or mondiales identifiées. Après le pétrole, l'or représente un des cinq premiers marchés mondiaux dans le secteur des minéraux : il «pèse» environ 65 milliards de dollars par an. L'Afrique est de plus en plus convoitée par les multinationales d'extraction : outre les réserves d'or importantes, la part des recettes d'exploitation qui revient à l'Etat a été minorée à l'extrême

(20%, voire 0% comme c'est le cas d'une mine d'or au Botswana). Depuis une dizaine d'années, avec la hausse spectaculaire du cours de l'or, les investissements étrangers montent en flèche dans le secteur aurifère, surtout en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. L'Afrique du Sud est considérée comme le premier producteur d'or dans le monde. En Afrique, il est suivi du Burkina Faso, du Ghana et du Mali.

Où va l'argent de l'or ?

Devant une telle manne générée du tréfonds de l'Afrique, une question mérite d'être posée : où va l'argent du métal jaune africain ? Répondre à cette question suppose faire une analyse qui va au-delà du superficiel. Laconiquement, certains diront que cet argent va dans la poche des multinationales. Vrai, en partie. Mais, il va aussi dans la poche des gouvernements africains pour leur permettre de combler leur budget. Lorsqu'on analyse l'extraction de l'or en Afrique, seules trois grandes compagnies dans le monde sont les «majors». Ce sont AngloGold (Afrique du Sud), Barrick Gold (Canada) et Newmont Mining (USA). Ces trois compagnies, soutenues par le gratin de la haute finance internationale, produisent elles seules chaque année plus de 500 tonnes de tout l'or extrait sur la planète. A côté de

celles-ci, fourmillent de petites multinationales appelées «juniors». D'autres, diront le contraire car, l'or contribue dans l'amélioration du produit intérieur brut de nombreux Etats. Par exemple, au Ghana et au Botswana. Dans le pays ashanti, les autorités ont créé la Minerals Commission, et promulgué une nouvelle loi relative aux minéraux et aux industries extractives (Minerals and Mining Law) qui offrait d'importantes indemnités et incitations fiscales. L'industrie extractive a donc attiré plus de nouveaux investissements (1,6 milliard de dollars entre 1983 et 1994) que tout autre secteur économique, la part du lion allant à l'exploitation de l'or. Au Botswana, grâce à l'industrie de l'or, couplée à celle du diamant, le pays fait partie des Etats qui sont sur la voie d'atteindre l'émergence. Les 136 mines d'or que compte le continent sont exploitées par 47 compagnies, dont une minorité est contrôlée par des investisseurs locaux. Au Ghana, des joint ventures existent entre privés étrangers et nationaux. Au Mali, l'Etat détient une participation au capital des mines. Dans les deux cas, l'Etat recouvre plus de 30 % du chiffre d'affaires des sociétés minières (taxes, impôts et royalties). Au Burkina Faso, cette participation de l'Etat est de 10% gratuit offert par les compagnies dans leur capital.

Les principaux acheteurs dans le monde

Les principaux acheteurs de la production d'or africain extrait par les trois compagnies anglo-saxonnes, cités plus haut, sont des grandes banques commerciales comme la Royal Bank of Canada, J. P. Morgan, Union des Banques Suisses (UBS) ou la française Société Générale. Ces banques occidentales avancent aux multinationales précitées d'importants crédits finançant l'exploitation industrielle de l'or sur les plus importants gisements en Afrique. Ces crédits sont gagés sur la production d'or. Pour les actionnaires comme pour les grands établissements bancaires, l'industrie de l'or représente un des placements les plus rentables. Valeur-refuge par excellence, l'or conserve un bel avenir. Durant les années 80, son cours a dépassé un de ses plus hauts niveaux depuis les années 1980, avoisinant 16 000 euros le kilo. Aujourd'hui, il a chuté de façon vertigineuse. La demande est importante, comme toujours en temps de crise. La demande est garantie par les marchés indien et chinois. La bijouterie et l'horlogerie de luxe absorbent une part considérable de la production. Plus que jamais l'or africain a sa place dans le monde. Il fait du continent l'un des plus courtisés et procure des devises considérables aux économies africaines. Le nier serait une injustice.

L'HISTOIRE DE L'OR EN AFRIQUE

L'Egypte passe pour avoir extrait de ses mines, entre le Nil et la mer Rouge, puis en Nubie et en Ethiopie, près de la moitié de l'or produit dans le monde avant l'ère chrétienne (3 340 tonnes sur 7 865). Si l'or égyptien atteint son apogée vers - 2400, l'or nubien lui succède mille ans plus tard. A la même époque, l'Afrique australe extrait de l'or entre Zambèze et Limpopo. Dès l'Antiquité, les Carthaginois font aussi du cabotage sur le littoral atlantique et remontent l'or du centre de l'Afrique vers les cités marchandes du bassin méditerranéen. C'est là que l'or est véritablement entré dans l'histoire africaine, avec l'empire du Ghana : créé vers le IVe siècle, le royaume du Ghana alimente le Moyen-Orient et l'Europe par le commerce transsaharien, qui permet d'échanger l'or et les esclaves contre du sel. En 977, Ibn Hawqal, un chroniqueur arabe dit de son roi qu'il est «l'homme le plus riche du monde». Capitale du Ghana, Koumbi-Saleh est édifée près des grands centres aurifères du Bamboou et du Bouré. Encore au milieu du 14e siècle, les deux tiers de l'or acheminé en Occident proviennent de ce qui est devenu, dans la même région, l'Empire du Mali : le pèlerinage en Egypte de l'empereur Kankan Moussa a frappé les contemporains par la profusion d'or distribuée par le souverain. De leur côté, les royaumes akan produisent et commercialisent aussi le métal précieux. Dès le 15e siècle, les Européens construisent des forts sur la Côte de l'Or pour écouler le minerai. Le royaume Ashanti, célèbre pour ses poids à peser l'or, est fondé au 17e siècle autour de Kumasi pour contrôler son écoulement vers le Sahel. A la fin du 19e siècle, après

les expéditions militaires britanniques, Kumasi est en partie détruite et le trésor pillé.

En Afrique du Sud, la découverte de mines d'or dans le Witwatersrand, autour de Johannesburg, a créé des plus-values pour l'économie. A lui seul, le Rand donne plus au 19e siècle que tous les gisements des siècles écoulés. Le métal, mêlé à l'uranium, nécessite de nouvelles techniques d'exploration et d'énormes investissements pour creuser des puits profonds. Trusts et sociétés minières succèdent aux artisans. Ils relèvent de la Chambre des Mines, créée en 1889 pour coordonner la politique de l'or. La Banque de réserve sud-africaine en expédie une partie à la Banque d'Angleterre et sur le marché de Londres. La guerre des Boers provoque une chute brutale puis la production reprend son cours. Dès 1905, l'Afrique du Sud se hisse au premier rang mondial devant l'Australie, et en 1913 l'or représente 45 % du revenu de l'Union sud-africaine, 80% de ses exportations et 40 % de la production mondiale. De 349 000 onces (31 gr l'once) en 1900, elle passe à 14,4 millions en 1941 et atteint son niveau record en 1969 avec 31,3 millions - soit 80% de la production mondiale. La main-d'œuvre, abondante et très bon marché, est recrutée jusqu'en Rhodésie. Depuis, les compagnies ont engagé des restructurations, invoquant le coût d'exploitation des mines, et notamment la hausse des salaires. En 2004, la production d'or sud-africain atteint 342 tonnes, en recul de 9 % par rapport à l'année précédente.